

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UID4243-DSSP-020-0219/JI		Saint-Étienne, le 18 mai 2020
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
SARPI LA TALAUDIÈRE ZI Molina la Chazotte 461 rue Georges Sand 42350 LA TALAUDIÈRE		S3IC 61-3519 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux		
Date du contrôle : 29 avril 2020		
Inspecteur : Julien INART		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre		
Thème du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • odeurs et émissions atmosphériques • activité du site pendant la période d'urgence sanitaire • sécurité • aménagements de l'aire de dépotage/empotage et des stockages 		
Principales installations contrôlées : bâtiment A4, poste de dépotage/empotage, stockages de déchets conditionnés et en vrac (cuves aériennes fixes)		
Référentiels du contrôle : arrêtés préfectoraux des 27 octobre 2004 modifié et 29 janvier 2020		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
Monsieur GAC Madame BERRIRI	SARPI	Directeur Responsable QHSE
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Pôle DSSP <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Présentation de l'établissement et contexte

La société SARPI exerce sur le territoire de la commune de La Talaudière une activité de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux. Les déchets entrants sont des eaux, hydrocarbures, boues, huiles solubles, solvants, liquides chlorés, emballages métalliques, plastiques souillés et déchets toxiques. Le traitement des déchets sur ce site s'effectue principalement au sein d'un bâtiment (référéncé A4) fermé par trois côtés et couvert, abritant :

- un broyeur permettant le broyage de contenants (parfois avec contenu) jusqu'à 1 000 l sauf produits toxiques, pulvérulents, réactifs à l'eau ;
- une unité de valorisation des emballages métalliques souillés par cryogénie.

Le site, régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié, est classé Seveso seuil bas.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

• Odeurs et émissions atmosphériques

L'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2020 a fixé à la société SARPI un échéancier d'actions à réaliser relatives à la mise en place d'un dispositif de captation et de traitement des émissions atmosphériques issues du bâtiment A4. Lors de l'inspection, il a tout d'abord été constaté que l'exploitant avait terminé la fermeture du bâtiment avec l'installation des portes. L'exploitant a également présenté les différentes actions menées permettant de vérifier le bon fonctionnement des systèmes d'aspiration mis en place au cours de l'année 2019 (mesures à différents débits) et de quantifier la teneur en composés organiques volatils (COV) des rejets, avec en premier lieu des mesures ponctuelles de 30 min et ensuite des mesures effectuées sur 5 jours complets (y compris le week-end) pour avoir une vision la plus représentative possible des émissions liées aux activités exercées dans ce bâtiment.

Il en ressort que les valeurs des concentrations en COV dans les rejets sont importantes avec de fortes fluctuations en fonction des opérations effectuées, avec notamment des pics lors des phases de basculement de la benne sous broyeur, de brassage de la fosse et de chargement des camions. La piste initialement envisagée par l'exploitant pour le traitement des COV était de mettre en place un système de filtration par charbon actif. Toutefois, les modélisations effectuées avec les teneurs en COV mesurées indiquent que ce dispositif de traitement ne permettrait pas d'atteindre les valeurs limites d'émission fixées dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, qui ont été publiées le 17 août 2018 au Journal Officiel de l'Union Européenne et qui sont applicables au plus tard le 17 août 2022.

L'exploitant a en outre indiqué que le coût de mise en place et d'exploitation d'un tel système de traitement n'était pas supportable pour l'entreprise. D'autres techniques sont donc envisagées, dont l'oxydation thermique, mais nécessitent la réalisation d'études supplémentaires, ce qui va engendrer un décalage par rapport aux échéances fixées dans l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020.

Par ailleurs, étant donné le contexte lié à l'état d'urgence sanitaire, l'exploitant n'a pas été en mesure d'effectuer une campagne d'analyses des émissions atmosphériques transitant actuellement par le biofiltre avant rejet. L'exploitant a précisé que cette campagne allait être reprogrammée dès que possible.

Constat n° 1

L'exploitant devra, sous un délai d'un mois, transmettre à l'inspection des installations classées un échéancier actualisé pour la mise en place du dispositif de traitement des émissions atmosphériques issues du bâtiment A4, et indiquer la date à laquelle est reprogrammée la campagne d'analyses des émissions atmosphériques transitant actuellement par le biofiltre avant rejet

Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020	1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Impact de l'état d'urgence sanitaire sur l'activité du site

Afin d'apprécier l'impact de l'état d'urgence sanitaire sur l'activité du site, il a été demandé à l'entreprise de fournir un suivi de l'état des stocks de déchets et un extrait du registre chronologique des déchets entrants et sortants pour la période allant du 1^{er} mars au 24 avril. Il a tout d'abord été constaté que l'exploitant effectuait un suivi hebdomadaire des quantités de déchets conditionnés stockées et un suivi journalier des quantités de déchets stockées en vrac dans des cuves, et que le registre chronologique des déchets contenait les informations réglementaires demandées. Au regard des différents éléments présentés, il apparaît que l'apport de déchets conditionnés a nettement diminué, ce qui a permis à l'exploitant d'effectuer un déstockage des déchets conditionnés présents sur le site. L'exploitant a précisé que l'activité du site pour le mois d'avril représentait environ 40 % de l'activité habituelle.

Concernant les exutoires des déchets stockés sur le site, l'exploitant a indiqué que ceux-ci étaient à 90 % des filières du groupe SARPI, et qu'il n'y avait ainsi pas eu de problèmes particuliers relatifs à l'évacuation des déchets vers ces exutoires. L'exploitant a toutefois précisé que la filière incinération commençait à être touchée par la baisse d'activité économique, avec un manque de broyats de déchets à mélanger avec les déchets liquides, nécessaire au bon fonctionnement des installations. Ceci implique que moins de déchets liquides sont reçus par la filière et que par répercussion, le stockage de déchets liquides en vrac est un peu plus important sur le site de SARPI, tout en restant bien inférieur à la capacité maximale de l'ensemble des cuves de stockage. L'exploitant a par ailleurs signalé quelques difficultés ponctuelles pour certains flux de déchets (extincteurs, déchets d'équipements électriques et électroniques), mais cela reste marginal.

Enfin, l'exploitant a indiqué que la période actuelle n'avait pas nécessité de modifier les modalités pour la réception des déchets (contrôles, analyses...), et que celles habituellement mises en œuvre étaient assurées.

Constat n° 2

Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 2.9 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Sécurité

Lors de l'inspection, il a été constaté que le site était efficacement clôturé sur la totalité de son périmètre. L'exploitant a indiqué qu'une société de gardiennage assurait une vidéosurveillance de l'établissement, avec la réalisation de rondes vidéos la nuit et de rondes physiques le week-end. Il a également précisé que cette surveillance n'avait pas été impactée par le contexte actuel et avait continué à se dérouler de façon normale.

<u>Constat n° 3</u>		
Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 6.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni les rapports de la dernière vérification des installations électriques (y compris par thermographie infrarouge) qui a eu lieu du 27 au 29 janvier 2020. Ces rapports mentionnent la présence de quelques non-conformités pour lesquelles la société assurant la maintenance électrique du site est intervenue au début du mois de mars 2020. Concernant les dispositifs de sécurité, les installations fixes de protection contre l'incendie ont été vérifiées les 09, 10 et 11 avril 2020, et les explosimètres ont été contrôlés le 29 avril 2020. L'exploitant a indiqué que le contexte actuel n'avait pas entraîné de retard dans la réalisation des vérifications et contrôles des installations électriques et des dispositifs de sécurité.

<u>Constat n° 4</u>		
Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Points 6.1.5 et 6.2.6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Aménagements du poste de dépotage et d'empotage

Lors de l'inspection, il a été constaté que le site disposait d'une aire bétonnée sous abri comportant 2 postes pour le dépotage et l'empotage de camions-citernes. L'aire est aménagée de sorte que chacun des postes dispose d'une rétention déportée permettant de recueillir les égouttures et éventuels épandages accidentels. Il a également été constaté la présence de dispositifs de mise à la terre pour chacun des postes.

<u>Constat n° 5</u>		
Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 1.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

• Aménagements des stockages de déchets

L'inspection a permis de constater que les déchets conditionnés étaient stockés sous abri, sur des aires bétonnées et clairement identifiées. Ceux-ci étaient stockés sur des hauteurs respectant les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral, et comportaient un étiquetage permettant d'identifier la nature du déchet et son exutoire. Les stockages étaient disposés de sorte que l'étiquetage était lisible et qu'une libre circulation entre ceux-ci était possible.

Concernant les déchets liquides en vrac, ceux-ci sont stockés dans des cuves aériennes équipées d'un dispositif qui permet de connaître le volume présent à tout instant. Ces cuves sont clairement identifiées, ont une affectation précise et sont équipées d'un détecteur de niveau haut qui déclenche une alarme visuelle (gyrophare rouge) lorsque celui-ci est atteint.

Constat n° 6		
Conclusion	Références réglementaires	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Point 2.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 modifié	/
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de MED		

III – Conclusion

Suites données par l'inspection <input type="checkbox"/> Observations ou non conformités à traiter <input type="checkbox"/> Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.) <input type="checkbox"/> Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions <input type="checkbox"/> Autre(s) : Synthèse des suites : Cette visite a permis de relever un point faisant l'objet d'une observation. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, tous les éléments nécessaires en réponse à cette observation.		
Signature de l'inspecteur L'inspecteur de l'environnement	Vérificateur Le chef du pôle « Déchets, Sites et sols pollués » de l'Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire	Approbateur Le chef de l'Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire